

Face à l'épidémie et contre les attaques anti-sociales, Nos solidarités, nos luttes pour changer ce monde

Dans sa déclaration de mardi, Macron s'en est pris aux « *ir-responsables... qui cherchent déjà à faire des procès alors que nous n'avons pas gagné la guerre* ». Chaque jour fait un nombre terrible de victimes, et le gouvernement est incapable de dire le nombre de décès en Ehpad, dans les prisons, parmi les SDF ou les sans-papiers. Mais Macron agresse ceux qui le critiquent, lui et cette société, alors que la défiance s'approfondit malgré le soutien et les élans tricolores et souverainistes d'une grande partie de la classe politique.

Cette guerre contre l'épidémie, dont il parle sur un ton si martial, ce n'est pas lui qui la mène, mais bien les travailleurs, en

particulier de la santé, et tous ceux qui continuent à faire en sorte que la société tourne, ces « *travailleurs invisibles qui sortent de l'ombre, rouages essentiels de la vie du pays* » (*Le Monde*) que les dirigeants semblent découvrir...

Macron et son monde ont peur de devoir rendre compte de la casse du système de la santé dont ils sont les continuateurs, des 100 000 lits fermés depuis vingt ans, du nombre si insuffisant de lits de réanimation, du refus d'embaucher contre les luttes qui l'exigent depuis des années.

Il en appelle sur tous les tons à l'union nationale, se réclame de « *notre souveraineté nationale et européenne* », la vieille lubie

réactionnaire, comme si elle allait nous protéger de quoi que ce soit. Il voudrait faire croire que tous les moyens sont mobilisés pour « *relancer la production nationale* » pour les biens dont manquent cruellement tous les hôpitaux : masques, respirateurs, oxygène, gel, etc.

Attaques anti-sociales pour sauver la finance

En réalité, la guerre que mène le pouvoir, c'est la guerre de classe contre les salariés. A coup d'ordonnances qui cassent les droits des travailleurs. A coup de dizaines de milliards de nouveaux cadeaux aux entreprises, et de soutien tacite à tous les industriels qui veulent à tout prix relancer la production, dans l'aéronautique, l'automobile, le bâtiment... relancer l'exploitation du travail pour tirer leurs profits.

Macron et les dirigeants du monde craignent la récession qui s'annonce. La Bourse de Paris a chuté de plus de 30% depuis le mois de février. Des économistes annoncent un chômage massif, les travailleurs précaires perdent déjà leur boulot. A l'échelle mondiale, une catastrophe sociale est en route avec cette crise annoncée depuis des mois, dont le coronavirus n'est que l'accélérateur.

Plus encore qu'en 2008, les dirigeants des Etats s'apprêtent à injecter des milliers de milliards pour sauver la finance, éviter l'effondrement complet, qu'ils nous feront payer, si on les laisse faire, par des attaques plus dures encore contre les sa-



Photo du site Reporterre

Sommaire

- 1-2 Edito - Face à l'épidémie et contre les attaques anti-sociales, nos solidarités, nos luttes pour changer ce monde
- 2 L'union nationale des anciens ministres de la santé de droite et de gauche
- 3 Des échos de la situation dans le secteur de santé privé lucratif
A l'hôpital, dans les Ehpad, dans le secteur social...
A lire, à soutenir, à faire connaître...
- 4 CDiscount : Le confinement est une vraie aubaine pour les profits !
Témoignage : Petite chronique du lycée à la maison
Education : Sanction au porte-monnaie
- 5 Lormont : Des conseils municipaux en plein confinement ?
Pour rester chez soi... il faut un chez soi !
- 6 Internationalisme : La pandémie, ailleurs...
L'arme des travailleurs, c'est la grève !

lares, les retraites, les droits sociaux, par des politiques de plus en plus brutales et autoritaires.

Nos solidarités, nos luttes pour changer ce monde

Les réponses à la crise sanitaire viennent du monde du travail qui continue de faire fonctionner ce qui est vital et qui tente d'opposer des résistances contre ceux qui voudraient faire tourner le reste de l'économie.

La crise sanitaire éclaire aussi le lien entre le capitalisme, la destruction sans retenue de la nature, l'agriculture industrielle, la déforestation, et le développement des nouvelles épidémies qui se multiplient, passant d'autres espèces animales à l'homme.

A l'heure où toute l'humanité est touchée, et où l'épidémie commence ses ravages dans les pays pauvres, la crise sanitaire comme la crise économique, exigent des réponses globales, à l'échelle mondiale. Il devient commun de dire « *plus rien ne sera jamais comme avant* »... mais pour que cette expression ne se traduise pas par des politiques plus réactionnaires encore, nous avons besoin de la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, pour renverser le capitalisme qui détruit nos vies et l'environnement.

L'heure est à imposer des mesures d'urgence sociales et démocratiques : la réquisition de tout le système de santé privé et des usines pour produire immédiatement matériel médical, masques, protections,

tests, vaccins, traitements... ; la création de milliers de postes dans la santé, les services publics, et dans les secteurs de production nécessaire ; la fermeture de la Bourse et des marchés financiers ; l'expropriation des banques ; l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

Nos solidarités, les luttes du monde du travail, peuvent imposer la nécessité de la coopération internationale, pour en finir avec la folie de la concurrence entre les pays et entre les multinationales qui ruine toute la société.

Mercredi 1er avril 2020

L'union nationale des anciens ministres de la Santé de droite et de gauche

Is le jurent : la pandémie de coronavirus était « *imprévisible* » et le gouvernement fait « *du mieux possible* », n'en déplaise aux « *donneurs de leçons* »... Dans le *Quotidien du médecin*, six anciens ministres de la Santé ont volé cette semaine au secours du gouvernement... Au cours des trente dernières années, tous ont mené une même politique de fermetures de lits, de restrictions budgétaires, de casse et de privatisation du système de santé !

« *Ceux qui prétendent qu'il y a une autre stratégie sont des gens qui n'assurent pas de responsabilités dignes de ce nom* » a ainsi déclaré Evin, ministre (PS) de la santé de 1988 à 1991... lui qui avait dû affronter les immenses grèves infirmières et du personnel hospitalier qui avaient alors imposé, entre autres, de réelles augmentations de salaire.

« *Le gouvernement a pris les bonnes mesures au bon moment* » a lui affirmé Mattei... un connaisseur, lui qui avait été



ministre lors de la canicule de 2003 qui s'était traduite par 25 000 décès selon les évaluations des urgentistes...

« *L'heure n'est pas à la polémique. En période de guerre, il faut l'unité nationale, aider le gouvernement et aller de l'avant* »,

a doctement déclaré Douste-Blazy, ministre de 1993 à 1995 et de 2004 à 2005.

Quant à Marisol Touraine, ministre du gouvernement Hollande de 2012 à 2017, qui a appliqué en les aggravant les réformes Bachelot, elle a tenu à surenchérir : « *Il est regrettable que dans la crise certains cherchent à accuser les autres* »...

Touchante unanimité... qui s'il en était besoin rappelle que gouvernements de droite et

de gauche plurielle se sont parfaitement partagé le travail et portent une responsabilité commune dans le drame actuel ! Tous responsables et coupables.

Isabelle Ufferte

Des échos de la situation dans le secteur de santé privé lucratif

Alors que la situation continue de s'aggraver dans le secteur public, augmentation de décès, contamination de soignants (plus de 600 à Paris), personnel à bout, certains établissements du privé lucratif commencent à recevoir des patients atteints du Covid 19.

Comme dans le secteur public, les interventions non urgentes ont été annulées et des services réorganisés.

Certains établissements, déjà en capacité de recevoir des patients lourds, comme à la clinique Bordeaux Nord, ont augmenté le nombre de lits ; mais d'autres établissements qui effectuaient la plupart de leurs interventions en ambulatoire tournent au ralenti.

C'est le cas des cliniques Bel Air, Thiers du Groupe Bordeaux Nord ou de la clinique Tivoli du Groupe St Gatien.

Alors qu'on connaît le manque cruel de

personnel de santé dans le secteur public, il est demandé à une partie du personnel soignant comme administratif de rester chez eux. Les directions des cliniques effectuent même les démarches de demande de chômage partiel auprès de la Directe.

Un comble quand on sait que la CPAM a garanti à tous les établissements du privé le versement par avance du douzième des recettes d'assurance maladie de 2019 jusqu'à la fin de la crise !

Incompréhension, colère et sentiment de gâchis s'expriment.



La gestion calamiteuse des masques, des respirateurs, des tests de dépistage, des médicaments par ce gouvernement et ceux qui l'ont précédé pose bien l'urgence de la réquisition de tous les établissements de santé et de production sanitaire et leur intégration dans un seul secteur public au service de tous !

Isabelle Larroquet

A l'hôpital, dans les Ehpads, dans le secteur social...

Le 21 mars, le syndicat SUD santé sociaux du CHU de Bordeaux écrivait dans un communiqué intitulé « **C'est la guerre mais on nous envoie au front avec des balles à blanc** ». « La santé n'a pas de prix' affirmait le Président il y a quelques jours, reprenant au passage un slogan syndical ! Alors où sont les masques pour protéger le personnel du CHU Bordeaux ???? Car, dans le soi-disant 1er CHU de France, nous devons nous battre et intervenir tous les jours pour que le personnel (ASH, brancardiers, Agents de Régulation du SAMU...) en obtiennent !!! ».

Plus de dix jours et bien des déclarations du gouvernement et du Directeur du CHU plus tard, alors que le nombre de patients atteints augmente chaque jour, que des collègues sont contaminés, les masques sont certes un peu plus nombreux mais toujours bien loin des recommandations des experts ! Et certaines catégories ont le plus grand mal à en obtenir tels les ASH (agents de services hospitaliers) qui assurent le ménage dans les couloirs où elles et ils croisent nombre de médecins et personnels qui entrent et sortent des chambres !

Une situation encore plus difficile dans les Ehpads, pour les personnels d'aide à la vie et à la personne qui travaillent à domicile, et dans certains établissements du secteur social où les

salarié.e.s sont encore plus démuné.e.s, sans protection alors qu'ils doivent s'occuper de personnes vulnérables et dépendantes, les approcher au plus près, dans l'impossibilité de prendre la moindre « distanciation » !

Tout le monde sait que la situation est en train de s'aggraver de manière dramatique mais les personnels sont laissés à eux-mêmes. Les équipes s'organisent, essaient de se préparer mais la défiance est grande vis-à-vis du gouvernement, de l'agence régionale de santé (ARS) et des directions. Des arrivées de masques sont annoncées depuis plusieurs jours par l'ARS, mais combien, quand, et comment seront-ils distribués alors que tout le monde en manque et est réduit à la débrouille, soignants et médecins libéraux, ambulanciers, salariés de pharmacie, du commerce, livreurs, transporteurs, postiers, éboueurs...

Le gouvernement, les directions et tous les premiers de cordée ne sont pas avares de mots, tressent des couronnes aux prétendus « héros », jusqu'à l'écoeurement. Les travailleuses et des travailleurs de la santé et d'ailleurs ont bien conscience que c'est sur leur travail que repose toute la société. Le drame actuel l'illustre de façon aigüe... comme il révèle l'incurie des gouvernants et la faillite de leur société !

I.U.



à lire, à soutenir, à faire connaître...

Pour combattre le Covid-19, il faut des mesures radicales et un choc de solidarité !

Des personnels de santé, syndicalistes, associatifs, scientifiques, habitant·e·s des quartiers populaires, citoyen·ne·s engagés, lancent un appel urgent pour rendre visible et mettre en réseau les initiatives et les exigences du mouvement social. « *Nous devons être aujourd'hui à l'image de la société que nous voulons demain. Mobilisé·e·s contre le Covid-19 ou confiné·e·s ! Mais debout, solidaires et exigeants* ». Nous vous invitons à signer et diffuser cet appel !

https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/300320/pour-combattre-le-covid-19-il-faut-des-mesures-radicales-et-un-choc-de-solidarite?utm_content=buffer53ada&utm_medium=social&utm_source=Twitter_MediapartBlogs&utm_campaign=CM

Pénuries de médicaments et de matériel : des réquisitions sont nécessaires !

Tribune d'un collectif de soignants et d'associations qui ont saisi le Conseil d'Etat pour réquisitionner les masques, tests, médicaments de réanimation et de soins palliatifs, le 31/03/2020 :

<https://www.alternatives-economiques.fr/penuries-de-medicaments-de-materiel-requisitions-necessaires/00092330>

Les signataires sont Act Up-Paris ; ADELICO (Association de défense des libertés constitutionnelles) ; Collectif Inter-Hôpitaux ; Collectif Inter-Urgences ; Syndicat CNI - Coordination nationale infirmière / interprofessionnelle ; Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament.

Un virus très politique

Les éditions syllepse ont mis en ligne, téléchargeable gratuitement, un recueil de textes et de prises de positions sur la crise.

https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/un-virus-tre--s-politique.pdf

Témoignage Petite chronique du lycée à la maison

Depuis le 13 mars, nos enfants sont à la maison, avec leur volonté à travailler ou pas... les connexions ou pas, les ordinateurs, les smartphones, notre disponibilité, avec nos moyens, notre patience, une imprimante... ou pas ! Et tout cela est bien compliqué à gérer. On se dit que pour les plus défavorisés, coupés du monde, c'est une totale gajeure !

Pour nous, les cours s'organisent, il y a les infos officielles du lycée et il y a la débrouille, les réseaux parallèles qui s'organisent ou se réorganisent.

Pour disposer des cours, il faut différentes applications sur différents supports ou naviguer sans cesse entre un site et un autre.

Il y a « Pronote », c'est d'office mais ça ne suffit pas pour voir les mises à disposition du travail et les devoirs à faire.

Puis il y a « Lycée connecté » depuis la fermeture des établissements qui n'a pas de suite fonctionné durant la 1ère semaine :

on y découvre que des profs déposent ici leurs cours et demandent la création de groupe whatsapp.

Ce n'est pas fini : mon lycéen appelle un élève de sa classe. C'est celui-ci qui s'occupe de la liste whatsapp, censé connaître le contact de chaque élève. Pourquoi ? Sa mère, qui est prof, est en contact avec une prof de leur classe qui veut les réunir pour leur faire la classe sur « Discord » !

Discord ? Kézako ça encore ? Je transpire. C'est un genre de skype.

Et là, on découvre 4 jours après que ça a commencé, que 5 profs y font cours, en supplément de ce qui est déposé sur Pronote et Lycée connecté.

Rien d'officiel, de la démerde, de l'initiative de profs pour que les mômes ne végètent pas dans leur confinement et ne se déconnectent pas de l'éducation.

J'ai eu quelques suées, me sentant responsable de la connexion de mon lycéen de 2nde à tous ces nouveaux outils auxquels il faut rajouter vimeo, quizlet... et tout ce que j'ai pu louper.

Donc jeudi 26 mars, tout était en place avec mon lycéen resté très zen, plus content de reconnecter avec les potes de sa classe que des cours !

Et ce jeudi, sur 36 élèves dans la classe, 19 étaient connectés au cours soit 55% !

Bilan : vivement le retour des bancs du lycée, riches en interactions, gratuits ou presque... Et une grosse inquiétude que ces bricolages d'enseignement à distance ne deviennent pas l'éducation du futur. Les écrans ne remplacent pas le boulot physique du prof.

Correspondante

Sanction au porte-monnaie

Avec de nombreux enseignants agrévistes depuis le 5 décembre, nous avons reçu le 25 mars un courrier du service Ressources humaines du rectorat de l'Académie de Bordeaux.

Il nous informe que nos jours de grève ne seront pas retirés progressivement de nos payes sur plusieurs mois comme cela se fait habituellement, mais avec le plus fort quota possible de retrait par mois (sauf pour le mois d'avril, « à cause du confinement » !) Cela se traduit par des payes amputées de 300 à 800 € au mois de mars. On le sait bien, des enseignants confinés, ça ne dépense rien, des grévistes, encore moins !



Ceci n'est pas une école

Secteur logistique

Cdiscount : le confinement est une vraie aubaine pour leurs profits !

Avec le confinement, quelques entreprises tirent leur épingle du jeu et s'assurent de larges profits. C'est le cas des géants de la vente en ligne comme Amazon ou Cdiscount dont la plateforme logistique est à Cestas. La directrice du site ne s'en cache pas, la boîte avait même « anticipé » le pic de consommation. En effet, les salariés confinés pour télétravail (notamment) se sont équipés en matériel informatique et bureautique. La demande en alimentaire est aussi en augmentation et Cdiscount, qui appartient au groupe Casino a ainsi « étoffé son offre ». Et ce n'est pas par solidarité pour répondre à la peur légitime des gens à sortir de chez eux, mais bien par appât du gain. En effet, pour être sûr d'attirer bien plus de clients, sur certains produits les remises vont jusqu'à 60% ! C'est que les ventes doivent se multiplier...

Mais dans l'entrepôt Cdiscount de Cestas se sont plusieurs centaines de salariés qui travaillent, qui manipulent des cartons, doivent former des nouveaux et donc se rapprocher d'eux et qui se croisent inévitablement. Pour les salariés, les mesures de protection ne dépassent pas les « gestes barrières ». Chez Amazon, plusieurs grèves et débrayages ont eu lieu. Pour se justifier, l'entreprise fait maintenant passer le mot dans les médias qu'ils ne livreraient que les « produits essentiels ». Mais on a du mal à les croire. Au prétexte de quelques colis contenant de l'alimentaire on met en danger des centaines de salariés de Cdiscount ou d'Amazon mais aussi par effet ricochet de La Poste ou des diverses entreprises de livraisons... sans parler du client final.

Correspondant

Leur société

Lormont

Pour rester chez soi... il faut un chez soi !

Un bidonville s'est construit dans le quartier de Lissandre à Lormont depuis le 14 janvier. Entre 200 et 300 personnes dont des enfants survivent sur un terrain vague près d'un parc, terrain destiné à de l'immobilier et à un centre aquatique en projet depuis 2010 et qui appartient aujourd'hui au bailleur Clairsienne.



Les familles ont déjà souffert du froid sans électricité. Certains ont été brûlés avec des poêles de fortune. Ils doivent, dans les conditions aggravées par le confinement, se servir de l'eau des bornes à incendie du quartier, à défaut de l'ouverture d'un point d'eau, lui aussi réglementaire.

Ces squatteurs, Roms pour la plupart, ont été délogés de plusieurs squatts de la Métropole, Canéjan, puis quai de Brazza.

Avant même la crise du coronavirus, la commune refusait de faciliter la domiciliation des familles pour permettre la scolarisation des enfants. Elle ne mettait pas non plus à disposition des bennes à ordures et faisait la sourde oreille aux interpellations de Médecins du Monde depuis le début.

Monica Casanova, conseillère municipale NPA à Lormont

Des Conseils en plein confinement ?

Il a fallu que l'Etat décide en catastrophe de déroger aux lois de sa Constitution pour que les conseils municipaux élus le 15 mars ne s'installent pas dès le 20 mars.

A Lormont, lorsque j'ai reçu la convocation le 18 mars pour un conseil samedi 21 mars à huis clos, j'ai aussitôt interpellé les élus PS, PC et Verts sur l'absurdité voire la dangerosité de réunir plus de 40 per-

sonnes alors que les mêmes appellent les habitants à se confiner.

Le directeur de cabinet, informé, m'a soutenu que les distances seraient respectées en me promettant même une photo de la salle d'apparat préparée... par des agents municipaux sans doute peu nombreux et ayant des choses plus importantes à faire en plein confinement!

Le responsable du PC m'a téléphoné pour

me dire qu'il était solidaire mais que même l'attaché du PC à la Métropole ne pouvait rien, «c'est la loi».

J'ai alors écrit à la Préfecture, juste avant que la montée en force de l'épidémie n'appelle tout ce petit monde là à la raison la plus élémentaire.

Le Parlement décidera à partir du 10 mai de la date de tenue des nouveaux conseils.

La pandémie, ailleurs...

Tout le monde voit l'hécatombe que provoque la maladie à l'échelle du monde, avec plus de 3 milliards d'êtres humains confinés.

En Espagne, 3^{ème} pays le plus touché, dans la région de Madrid, vu l'affluence de malades, il a fallu réquisitionner le Palais des congrès pour y installer des milliers de lits. Ailleurs, ce sont des grands hôtels qui sont réquisitionnés. Mais le personnel et le matériel le plus basique manquent cruellement. De nombreux patients attendent allongés au sol dans les couloirs des hôpitaux. Comme dans d'autres pays, des infirmiers se fabriquent des blouses avec des poches poubelle, il y a tellement de décès que la grande patinoire de la ville a dû être transformée en morgue...

A New York, nouvel épiscentre de la pandémie, un hôpital de campagne a été installé en plein Central Park pour faire face à l'afflux de malades. Dans la première puissance du monde, le système de santé est ravagé, les hôpitaux débordés, dépendant des associations de bienfaisance.

Au Chili, la maladie a touché bien plus d'un millier de personnes en quelques jours. Le gouvernement a décrété le confinement. Mais comme 40 % des salariés sont des « auto-entrepreneurs » travaillant au noir, ils doivent aller au travail pour survivre. Les transports en commun ayant été réduits, très empruntés car impossible pour les plus pauvres vivant en périphérie de se payer une voiture, des foules s'amoncellent aux arrêts de bus.

En Inde, plus d'un milliard de personnes a été confinée, la police s'active à coups de bâton contre les récalcitrants. Mais d'innombrables travailleurs informels privés de bus et trains doivent faire des centaines de kilomètres à pied depuis leurs villages pour aller travailler chaque jour, quittant des maisons où ils s'entassent à 10 ou 15... Les syndicats exigent qu'ils reçoivent une compensation mensuelle de 84 € soit 2,8 € par jour.

Au Brésil, dans des favelas comme celle de Paraisópolis (« ville paradis »...) près de Sao Paulo, 100 000 personnes s'entassent et manquent d'eau, même pour les besoins les plus élémentaires. En Equateur, petit pays de 16 millions d'habitants, on a recensé en quelques jours 1400 cas. De très nombreux migrants sont revenus

des pays qui les employaient, l'Italie et l'Espagne. Les familles doivent insister auprès des autorités pour faire enterrer ceux qui sont morts à domicile ; des cadavres gisent à même les trottoirs de la ville de Guayaquil, 3 millions d'habitants, 80% des cas, quadrillée par l'armée.

Quant aux pays africains ou d'Asie du Sud, parmi les plus pauvres au monde et d'où bien peu d'informations nous parviennent, leur population est totalement démunie face aux conséquences dramatiques de la pandémie.

Dans le monde entier, les plus pauvres paient dramatiquement les conséquences de la violence du capitalisme. Un système à renverser d'urgence

Monica Casanova



Aux USA

La grève, arme des travailleurs !

Ce lundi 30 mars, des travailleurs de plateformes de distribution Amazon et Instacart de New York se sont mis en grève, en plein confinement, suivis le lendemain par ceux de Whole Foods, une chaîne de produits de haute qualité appartenant aussi à Amazon.

Plusieurs dizaines de travailleurs ont quitté leurs postes de travail du site d'Amazon de Staten Island pour se rassembler face au dépôt, sur le parking, des masques ou des écharpes sur le visage, avec la distanciation sociale nécessaire. Sur leurs pancartes, on pouvait lire : « Notre santé est essentielle », « Traitez vos employés comme vous traitez vos clients » ou encore « Il est difficile de fermer un commerce durant 3 ou 4 semaines. Mais il est encore plus dur de fermer pour toujours le cercueil d'un être cher. Reste chez toi ! »

Ils dénoncent la présence de personnes malades au travail et des protections insuffisantes alors que le confinement a été décrété, l'épidémie ayant touché plus de 157 000 personnes et tué 2880 en quelques jours, surtout à New York.

Ceux de Whole Foods exigent aussi des augmentations de salaire. Il en a été de même à la plateforme Instacart d'achat et de distribution sur internet dont les salariés, « auto-entrepreneurs indépendants » exigent de meilleures conditions de travail et salariales.

Pour nous contacter, contribuer à ce bulletin :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org